

Textes de référence

- Arrêté interministériel du 11 décembre 1986 relatif au plan comptable général agricole.

Concernant le RIDEA :

- Règlement (CE) n°1217/2009 du Conseil du 30 novembre 2009 modifié portant création du réseau d'information sur la durabilité des exploitations agricoles ;
- Règlement (CE) n°2023/2674 du Parlement et du Conseil du 22 novembre 2023 modifiant le règlement (CE) n° 1217/2009 du Conseil en ce qui concerne la transformation du réseau d'information comptable agricole en un réseau d'information sur la durabilité des exploitations agricoles ;
- Règlement délégué (UE) 2024/1417 de la Commission du 13 mars 2024 complétant le règlement (CE) n°1217/2009 du Conseil portant création du réseau d'information sur la durabilité des exploitations agricoles en établissant des règles relatives à la constatation annuelle des revenus, à l'analyse de la durabilité des exploitations et à l'accès aux données à des fins de recherche, et abrogeant le règlement délégué (UE) n°1198/2014 de la Commission ;
- Règlement d'exécution (UE) 2024/2746 de la Commission du 25 octobre 2024 établissant les modalités d'application du règlement (CE) n°1217/2009 du Conseil portant création du réseau d'information sur la durabilité des exploitations agricoles et abrogeant le règlement d'exécution (UE) 2015/220 de la Commission ;
- Règlement d'exécution (UE) 2025/2145 de la Commission du 21 octobre 2025 modifiant le règlement d'exécution (UE) 2024/2746 ;
- Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Code rural et de la pêche maritime - Articles D613-1 à D613-6 relatif au réseau d'information sur la durabilité des exploitations agricoles - RIDEA France ;
- Arrêté du 8 juin 2010 relatif au traitement automatisé des données recueillies auprès des exploitants agricoles participant au réseau d'information comptable agricole – RICA France.

Concernant la protection des données :

- Règlement (CE) n°679/2016 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).
- Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles

Concernant les organisations de producteurs :

- Décret n°2018-313 du 27 avril 2018 relatif aux organisations de producteurs, aux associations d'organisations de producteurs et aux groupements de producteurs